

COLLECTION NOUVELLE PENSÉE MODERNE

Démocratie citoyenne

LPP 234 à 280

666 Lois,

**Pensées & Principes
Monthomiens**

Recueil à l'usage des
citoyens éduqués et des
sociétés modernes

Monthome

Version numérique

Éditions Men3

Démocratie citoyenne

234 à 280

47 LPP

666 Lois, Pensées & Principes Monthomiens

Extrait disponible gratuitement pour un seul téléchargement
dans le cadre d'un usage strictement privé.
Utiliser la mention « Monthome » pour toute reproduction de contenus.

M3 Editions Numériques
SAS au capital de 30 000€
39, Place Gramont
40700 Hagetmau - France
www.bookiner.com
Courriel : contact@bookiner.com
Version numérique ISBN : 9791023712155
Première diffusion : 1er Trimestre 2017

Le problème récurrent en toute forme de démocratie laïque et républicaine est sa fragmentation multiple sous forme de corporatismes, communautés, entités, et groupements aux intérêts différents, opposés, voire contradictoires. Si la complémentarité renforce l'esprit de démocratie, la division l'affaiblit lorsque chacun regarde d'abord la défense de ses propres intérêts avant ceux des autres.

Il existe en réalité deux formes de démocratie : l'illusion démocratique et la réalité démocratique. La première est dans l'idée que l'on s'en fait animant l'espoir d'en bénéficier alors que la seconde s'applique de manière beaucoup plus réductrice dans la réalité quotidienne. L'écart est souvent grand entre l'illusion démocratique et sa réalité créant une nette déformation, voire une inversion, entre ce que le citoyen croit, le discours de l'élu et du politique et le vécu individuel et collectif. Alors que l'illusion démocratique se nourrit de croyance, de rêve et d'espoir à haute virtualité, la seconde est dans l'action et le passage à l'acte. Ce qui est sûr, c'est que la résilience de la démocratie dans l'illusion ou le réalisme est infinie à renaître et à repartir naturellement malgré toute forme de répression ou d'oppression par la guerre, le terrorisme ou le totalitarisme, qui ont toujours une fin programmée. Le seul grand problème est dans l'autosatisfaction des élus, des élites et des influents à se satisfaire du niveau intermédiaire atteint.

La démocratie est la bonne fille à tout faire dans tout système politique prenant la couleur des discours enflammés, la séduction des promesses électorales mais aussi la rigueur des normes et des lois en vigueur, la dureté des devoirs et des contraintes imposés. En fait, la démocratie commune est protéiforme selon la volonté des hommes et la réalité des circonstances. Elle n'est pourtant ni péripatéticienne ni égérie, ni menteuse ni vertueuse, ni perverse ni transparente, ni simple ni compliquée, ni inaccessible ni servile, elle est simplement ce que l'on en fait. Plus le système est dominant, plus il la façonne à son idée, voire à son image.

Entre la zéro démocratie, la démocratie émergente, la démocratie de système, la démocratie citoyenne et la démocratie avancée, la marge de progression est grande partout dans le monde. Alors que la plupart des régimes politiques modernes sont stabilisés au niveau intermédiaire de la démocratie de système, c'est l'esprit de démocratie provenant des uns et des autres qui humanise et « citoyennise » la réalité démocratique. Seule une expansion qualitative en faveur du plus grand nombre doit permettre de passer à l'échelon supérieur : la démocratie citoyenne.

Dans une véritable démocratie (citoyenne et avancée), le respect des Droits de l'Homme, et donc du citoyen, doit toujours primer sur le droit des États, car qu'est-ce qu'un État sans citoyens libres ? Une vaste prison à ciel ouvert, un système clôturé donnant l'illusion de jouir de liberté conditionnelle !

La démocratie ce n'est pas seulement le droit de vote, l'égalité des sexes, la liberté de circuler, la possibilité de s'exprimer, d'agir, de décider et de penser dans un cadre normatif, dès lors que cela est limité à la source par autant, voire davantage, de devoirs, contraintes et conditions restrictives d'encadrement. Bénéficier de x % de démocratie, ce n'est ni la vraie démocratie ni celle souhaitable pour l'homme moderne : ce n'est seulement que x % de démocratie ! La question est de savoir pourquoi la démocratie reste partielle et encadrée par tous les régimes en place. Justifier la réponse et s'en contenter, c'est comprendre ce qui anime l'esprit et la mentalité collectifs.

Il est clair que pour certains, mieux vaut un x % partiel de démocratie que pas du tout, à l'instar d'un peu de nourriture, de confort, de chaleur ou de sécurité, que pas du tout. Ce type

de raisonnement confirme le parallélisme entre le niveau accessible de démocratie et la mentalité qui l'anime démontrant ainsi l'effet concret des formatages sociétaux et le caractère inabouti de tous ceux qui adhèrent à ce type de fatalisme.

Il est vrai que l'accès à certaines libertés au nom de la démocratie est déjà un grand pas par rapport à l'emprisonnement, l'obscurantisme et la tyrannie. Toutefois, dans la grande marche de l'évolution, on ne peut s'arrêter à la première ou à la seconde étape satisfaits du chemin parcouru. Il faut aller jusqu'au bout de l'horizon ou pour le moins du chemin déjà tracé par les anciens. Tout arrêt prolongé en cours de cheminement est une erreur des contemporains payée au prix fort par les générations à venir. S'arrêter dans l'exigence démocratique, c'est prendre du retard, gâcher inutilement une partie de la vie de millions et millions de gens en repoussant à plus tard. C'est pour eux ne jamais connaître ce que peut apporter, de bien et de positif, une véritable démocratie pleine et sereine à l'homme moderne bien éduqué, affirmé et discerné.

Se contenter d'une démocratie partielle amputée de nombreux possibles, c'est vivre la réalité comme il peut en être de la relativité du bien-être quotidien ou du mal-être à vivre lorsque les besoins sont partiellement satisfaits, non satisfaits ou frustrés. En prendre conscience, c'est comprendre en grande partie le pourquoi du destin individuel et collectif.

Bien au-delà de la *realpolitik* et des limites objectives du moment, il est tout à fait possible avec de la détermination et de la qualité d'âme d'améliorer l'existant de chacun de manière humaniste, matérielle, immatérielle, sociale, psychologique, économique, intellectuelle, morale... Il est tout à fait possible, sans aucune considération macroéconomique, d'ouvrir l'espace libertaire disponible par deux, par trois, voire par dix, selon les communautés. En cela, l'économie traditionnelle comme l'éducation conventionnelle contribuent davantage à limiter l'accès à la plénitude démocratique, après avoir certes ouvert puis offert un terrain de jeu individuel et collectif plus ou moins attrayant. Ce sont les limites mêmes de leur champ d'application qui limitent toute autre forme d'évolution.

En matière de démocratie, comme ailleurs, il faut se méfier des habitudes de vie et de penser qui donnent l'impression de l'objectivité et de la clairvoyance, alors que ce n'est que de la normalité dans la normalisation imposée. Il faut également se méfier de la vitrine de la démocratie qui peut épater, faire rêver et rassurer mais qui cache, comme certaines grandes marques multinationales derrière leur marketing et leur communication, de nombreux dysfonctionnements internes.

Les freins à l'évolution démocratique sont constants à l'intérieur même de tout système dominant en réduisant simultanément l'amplitude de l'Offre sociétale ainsi que la marge de manœuvre de la Demande citoyenne par le jeu politique, l'obstruction de l'administration, l'intermédiation collaborante de la technocratie, ainsi que par l'implication de tous les conservatismes et corporatismes ambiants.

Si personne n'est véritablement coupable, la responsabilité en échoie en grande partie à l'impérialité des élus, à la directivité de l'élite dirigeante, ainsi qu'à l'acceptation citoyenne d'une systématisation dominante. C'est également la conséquence des modes traditionnels d'organisation et de conduite des masses associée à l'omniprésence du différentiel hiérarchique, statutaire et économique au sein des classes sociales. Autant de murs de pierres et de verre qui bloquent ou freinent les avancées démocratiques possibles au sein du collectif.

Une autre raison majeure est dans le socle idéologique, religieux, traditionaliste, formant la mentalité et la culture d'un grand nombre de décideurs. Aussi, même avec une forte volonté

politique d'élargissement républicain ou monarchique de l'espace libertaire (réformes, programmes, lois...) portée par des individus déjà culturellement formatés, la démocratie ne pourra jamais atteindre sa plénitude sans une référence solide à l'esprit de démocratie, à ses valeurs évolutionnaires et à ses fondamentaux libertaires. C'est en changeant le mode de lecture sociétal dans le cerveau de tous les influents décisionnaires que peut et doit se produire une évolution qualitative des composantes de la démocratie. Si ce n'est pas envisageable, il faut alors changer carrément les hommes aux postes de décision.

Sans qualité dans les états d'être, la conscience et l'esprit des hommes, il ne peut y avoir de véritable démocratie forte, durable et expansive. C'est dans le relationnel que se voit la vraie nature des hommes ainsi que le niveau atteint en matière de démocratie effective. Tant que la démocratie de système domine dans la vie de chacun, le plus grand nombre d'individus est atteint de finitude dans son relationnel. De la même manière, tout ce qui est imposé à l'Homme de manière exogène à son fonctionnement naturel ne le grandit pas mais le formate. Tout ce qui est partiel, incomplet, imparfait, ne peut jamais produire de l'efficacité ni de la durabilité mais, au contraire, une finitude dans la capacité d'être, une entropie humaine récurrente dans les modalités d'expression (insatisfaction, jalousie, violence, errance, crise, conflit, problèmes psychiques et psychologiques...). C'est toute la problématique de la démocratie intermédiaire à n'être jamais pleinement satisfaisante dans la vie du citoyen lambda ou une cause régulière de désappointement.

Cela explique aussi pourquoi toute démocratie de système observable en république ou en monarchie constitutionnelle est fondamentalement et objectivement insatisfaisante, privative, voire liberticide, en nourrissant en elle-même l'opposition, l'adversité, la dissonance, la désobéissance, l'affrontement, la contestation, l'antagonisme, le désaccord, la désapprobation, au sein même du peuple et de ses propres citoyens.

Ce constat fort logique de dispersion dans la référence démocratique est dû à la forte division des « systèmes d'influence » prévalant au sein de toute société humaine. On peut les résumer en quatre grands blocs ayant des logiques et des fonctionnements différents dans l'usage démocratique : l'État ; les institutions publiques ; les organisations privées ; la vie privée des citoyens (famille, couple, travailleur, usager...). Autant de mondes qui se côtoient et qui communiquent entre eux mais dont chacun s'approprie, à sa manière, la notion de démocratie en fonction de ses propres besoins et intérêts directs. Il est également observable, au sein même de chaque bloc, des conduites et des approches différentes, voire même contradictoires, entre membres (ex. : parent/enfant, hiérarchie/collaborateur, riche/pauvre...). En cela, la démocratie repose sur une large dispersion d'approches, voire même sur un profond désordre sociétal.

Plus le pouvoir, le rapport de force ou l'influence exercés sur les autres blocs et/ou entre membres de chaque bloc est grand et moins le spectre des usages démocratiques appliqués entre eux et/ou envers eux est objectivement large, positif ou vrai. Sauf à être parfaitement formaté pour ne pas s'en rendre compte, c'est toujours le bloc le moins dominant qui exprime le plus grand besoin de démocratie et d'émancipation. Autant dire que la démocratie est difficile à appliquer de manière uniforme, équitable et transverse, tant qu'à l'intérieur même de ces blocs existent des hiérarchies, des autorités, des soumissions, des passivités, des rapports de force latents ou encore des intérêts individuels s'opposant à l'intérêt collectif.

Pour avancer vraiment dans l'amélioration qualitative des conditions humaine, citoyenne et sociétale, il est impératif que l'esprit de démocratie domine en chaque individu et qu'une citoyenneté engagée devienne clairement la voie d'avenir. Sortir de la gestion à court terme, des usages en boucle, du conditionnement des habitudes, est la seule solution évolutionnaire

qui puisse permettre de sortir par le haut des effets pervers de la systématisation ambiante et de ses multiples impasses. Une systématisation qui est le meilleur ennemi de la démocratie.

C'est tout l'enjeu de l'esprit de démocratie que de favoriser positivement une réversion conscientielle dans l'esprit et le comportement du plus grand nombre de citoyens. Sauf une acception irresponsable à subir une lente entropie sociétale généralisée, la démocratie citoyenne est forcément la phase à venir après celle incarnée par la démocratie de système. Elle a pour vocation de devenir la troisième voie politique s'opposant au bipartisme traditionnel régissant le fonctionnement alternatif dit « démocratique » de tout système et régime politique en place, à savoir : droite/gauche, démocrate/républicain, travailleur/conservateur, réformiste/nationaliste...

En premier lieu, la démocratie citoyenne doit sortir des schémas d'opposition conventionnels propres aux partis conservateurs et aux partis satellites (extrême droite, extrême gauche, centrisme...). Elle doit aussi s'extraire des postures binaires ne laissant aucune nuance dans le choix à prendre (croyant ou pas, pour ou contre, avec moi ou sans moi...) en déplaçant le curseur sur d'autres nuances, arbitrages et équilibres.

En second lieu, la démocratie citoyenne n'agit pas sur la forme en imposant des codes mais sur le fond du comportement en privilégiant l'autonomie et le discernement. Elle favorise tout ce qui peut aider à mobiliser, motiver, affirmer l'individu dans un cadre d'émancipation individuelle et collective. En étant foncièrement créative, participative, applicative, animée par l'esprit proactif du terrain, elle s'adapte aux enjeux du moment et s'inspire du comportement du citoyen du monde. En cela, elle se différencie clairement de la démocratie de système en refusant toute identification partisane, idéologique, toute approche stéréotypée ou sectaire, toute normalisation, tout modèle imposé, qui ne soient préalablement consentis et fortement réciproqués.

Entre démocratie avec un petit d et Démocratie avec un grand D, c'est la voie évolutionnaire par excellence. Son moteur principal consiste à mobiliser les capacités et les énergies positives des individus en vue d'apporter des solutions utiles et pratiques afin de résoudre, non plus principalement les problématiques collectives et institutionnelles, mais aussi les attentes précises et vitales du vécu quotidien de chacun.

Cette dimension évolutionnaire représente une véritable courbure dans l'histoire de l'Humanité supposant parmi les citoyens les plus avancés de s'abstraire des idéaux imparfaits de la démocratie de système. Une courbure déjà évoquée, d'une certaine manière, dans la plupart des mythes antiques comme de puissants appels à penser la vie et la démocratie, non de manière raisonnée et cultivée interpellant l'intelligence, mais comme une imagerie parfaite pour frapper l'imaginaire et ouvrir ainsi les portes de la conscience des plus avisés. Rien n'est déjà écrit qui ne se réalise ensuite d'une manière ou d'une autre. En cela, l'accès à la démocratie citoyenne est déjà inclus dans la réflexion des grands penseurs anciens sous forme détournée et allégorique pour l'époque mais indiquant la manière d'y accéder et de combattre tout ce qui l'empêche.

Ce qui fait que l'esprit de démocratie a toujours eu du mal à prendre son véritable envol provient en grande partie d'une traduction et d'une lecture détournées, voire déviantes, des mythes et de la réalité faites sous l'égide religieuse, idéologique, philosophique, culturelle, voire scientifique du moment. Il est constant dans l'histoire des hommes que ce soient toujours les interprétations ultérieures faites par les religieux, intellectuels et/ou scientifiques reconnus du système qui déforment le fond ou dénaturent le sens initial des écrits et des actes des grands penseurs, auteurs et découvreurs.

En marginalisant les mythes dans la petite histoire comme en apportant des explications arrangées sur la plupart des grandes contributions et intentions du génie humain, le façonnage du monde au cours du temps n'est pas celui voulu au départ par tous les pères fondateurs. Une grande partie de la dispersion sociétale provient de la prise en main des contenus pionniers et de la transformation des idées initiales à des fins politiques par les « fils », successeurs et autres collaborateurs des systèmes en place.

En matière de conduite des masses, c'est tout une adaptation, littérature et liturgie inversées qui se sont imposées en fond d'écran. Heureusement que, à tout moment, une minorité d'hommes intellectuellement courageux a essayé de redresser la barre en faisant avancer peu ou prou les choses. Néanmoins tant que le religieux, la théorisation et l'idéologie dominant, la démocratie reste mécaniquement nulle ou émergente. Avec la contribution de la science et de la laïcité elle devient systémique (de système). Pour accéder aux autres dimensions citoyenne et avancée, il est absolument nécessaire de se défaire de la dominance du religieux, de l'idéologie, de l'historique, du mystique, de la tradition, du conservatisme en toute forme de systémisation.

La représentation habituelle faite de la démocratie (liberté (droits), égalité (devoirs), fraternité (communion d'esprit), république ou monarchie (système paternel, maternel), nationalisme (identité), communautarisme (appartenance), votation (choix encadré)...) n'est que la partie émergée du vaste potentiel composant la démocratie citoyenne. Il convient donc de se méfier et de rester vigilant envers tout discours rassurant, conservateur, raisonné, argumenté, provenant des leaders, des influents, de l'élite du moment. Tout ce qui penche du côté de la norme, de la règle, de la croyance, du sécuritaire, du prudentiel, du politiquement correct, n'est pas à l'évidence d'essence de la démocratie sans offrir parallèlement une totale liberté de choix.

Il est clair que la représentation faussée de la démocratie alimente un énorme décalage entre l'idéal philosophique collectif imaginé par les intellectuels, philosophes, penseurs et littéraires de toute époque et le constat vécu au quotidien par les individus. La permanence de ce décalage s'exprime en continu dans la vie des citoyens avec, d'un côté, des discours et des promesses politiques, médiatiques, publicitaires, marketing... jugés plausibles avec les attendus démocratiques et, de l'autre, une réalité sociale, économique, administrative, sécuritaire, éducative... qui correspond davantage aux dysfonctionnements de la démocratie.

La nécessité d'un rattrapage est évidente pour sortir d'une ligne de plus grande pente relativement inhumaine, sanglante, guerrière, haineuse, médiocre, voire entropique pour l'Homme et l'Humanité tout entière, même si une majorité d'individus semble s'en contenter avec indifférence, fatalisme, autisme, schizophrénie ou encore pour certains avec opportunisme économique et social. Pourtant, c'est au cœur même des crises avec le sentiment que les jeux sont faits et que rien ne peut vraiment changer, voire même en ayant la sensation que l'on est face au pot de fer contre le pot de terre, que souvent l'opportunité la plus grande s'offre pour créer des ruptures décisives en matière d'évolution démocratique.

Il faut néanmoins bien faire attention à ne pas se laisser leurrer par l'usage multifacette du mot démocratie. Il existe là tout un monde trouble, mensonger, de leurre et de faux-semblant, que toutes les gouvernances conservatrices et tous les régimes politiques savent utiliser opportunément afin de promouvoir d'abord et avant tout leurs programmes partisans, réformes arrangées ou idéologies directives du changement. En démocratie, la puissance évocatrice des mots se substitue le plus souvent à l'engagement créant plus de virtualité dans l'entendement que de réalité dans les actes.

Ce qui est sûr, c'est que la véritable démocratie ne peut pas venir spontanément des systèmes en place, de leurs représentants nommés, des élus et du monde politique lorsque ceux-ci militent au sein des grands partis conventionnels. Augmenter le volume des exigences démocratiques et des marges de pression en faveur de l'homme de la rue est contraire aux principes conservateurs de dominance, de pouvoir et de préservation des intérêts en place.

De la même manière, la véritable pratique démocratique ne peut pas provenir de la contribution « désintéressée » des élites et des technocrates en charge de la chose publique, ni des influents économiques et financiers, ni des fonctionnaires et représentants des institutions, sachant que ce petit monde-là est rémunéré, valorisé et/ou protégé par les systèmes en place. Et pourtant, ce sont eux qui sont chargés de son encadrement, voire les garants des « valeurs » de la démocratie, ce qui est en soi un comble !

Le vrai changement en faveur de la démocratie citoyenne ne peut intervenir sans la permanence d'actions individuelles et collectives fortes portant sur cinq principaux leviers devant logiquement s'inscrire dans toute constitution nationale et/ou internationale :

1. Dissocier les trois grands niveaux d'implication démocratique (international, national, local) en prenant en tenaille la démocratie nationale et territoriale par, d'un côté, la démocratie citoyenne de proximité (locale, participative) et, de l'autre, par une démocratie avancée en provenance des instances internationales présidant à la gouvernance du monde. Sans cet effet de tenaille autour des pratiques démocratiques territoriales dites républicaines ou monarchiques, celle-ci ne peut que produire en continu les excès de la systématisation.

2. Développer les valeurs liées à l'esprit de démocratie dès le plus jeune âge et tout au long de la vie, en ancrant l'impérieuse nécessité de recourir à l'intelligence relationnelle portée par de nouvelles valeurs positives, de nouveaux comportements affirmés, une nouvelle mentalité plus aboutie.

3. Mettre en place de nouveaux fondamentaux liés à la Nouvelle Pensée Moderne animant l'esprit de démocratie dans tous les domaines et épiphénomènes majeurs de la vie en société afin de forger progressivement d'ambitieux référentiels universels.

4. Favoriser le toilettage, le nettoyage, la déconstruction si nécessaire, de tout ce qui apparaît dépassé, injuste, obsolète, trop conservateur. L'action doit être menée au sein des pouvoirs publics, des institutions et des organisations collectives, dès lors que le fonctionnement constaté induit des déconvenues, des frustrations, des freins, des obstacles inutiles, voire des hostilités récurrentes, envers le citoyen et/ou à l'encontre des bonnes pratiques démocratiques.

5. Élaborer des programmes d'action politique et/ou citoyenne ambitieux à moyen et long terme fondés sur un ensemble d'engagements précis, datés et chiffrés, en vue de favoriser une évolution collective choisie ne relevant plus de l'opportunisme et/ou de l'alternance politique à court et moyen terme. Il s'agit aussi d'imposer aux représentants du peuple, leaders, élus et dirigeants, des mandatures impliquant un contrôle permanent de leurs actions avec des mandats sous réciprocité d'engagement personnel et de résultat positif, sans quoi rien ne peut s'édifier de manière solidaire et durable.

La vie démocratique suppose, par ailleurs, des contributions engagées, motivées et valorisées, en provenance du plus grand nombre de citoyens anonymes. L'accès à la démocratie citoyenne nécessite forcément un engagement proactif à l'échelon individuel et participatif à l'échelon collectif et non plus délégué à des élus ou à des mandataires professionnalisés. Le but du jeu est de refuser de se satisfaire d'une petite vie bien rangée pour soi et sa famille ou encore de se contenter d'un minimum de libertés et de revenus en échange d'une relative sécurité payée au prix fort de nombreuses contraintes liberticides.

Soit l'Homme est un animal indomptable, ingérable, fourbe et/ou violent, qui mérite d'être encadré en permanence. Soit, il représente une espèce supérieure capable d'autodiscipline et de discernement pouvant s'autogérer tout seul dans la plus grande autonomie possible. L'entre-deux est, à l'évidence, une posture d'une parfaite non équité, iniquité, hypocrisie, inconséquence dans le manque de respect dû à l'homme moderne.

La prolongation de ce type de schéma sociétal, bien qu'historique, n'est pas viable dans une société éduquée et mature. Il ne peut être porteur que de durcissement, fragilisation, régression, frustration, médiocrité et inaboutissement pour le plus grand nombre, en se plaçant sous l'égide directive et conservatrice de minorités influentes.

Sachant que demain arrive rapidement, il est nécessaire sinon vital pour le destin de l'Humanité de donner de l'audace et de la puissance à la démocratie aujourd'hui même, considérant que toutes les populations éduquées méritent un monde plus équilibré, motivant et serein. Pour sortir de l'écheveau inextricable des seules pratiques connues, tout doit commencer par l'élargissement du champ de conscientisation, la vision globale et la synthèse portant elles-mêmes sur un travail universel de compilation des « best practices » (meilleures pratiques) existant un peu partout dans le monde.

Il s'agit ensuite d'effectuer, par l'implication active de nombreux groupes citoyens ciblés en fonction de chaque sujet, un traitement systématique de l'essentiel, du meilleur et de l'utile, dans le spectre le plus large des pratiques et des usages courants. Cette étape doit être suivie par la rédaction de nouveaux codes actualisés de manière évolutionnaire dans l'ensemble des activités sociétales : étatique, institutionnelle, législative, normative, juridique, sociale, économique, sanitaire, alimentaire, industrielle, environnementale, politique, éducative, religieuse, sécuritaire, administrative, fiscale, culturelle, entreprise, travail, santé...

Seule une dynamique d'expansion démocratique qui ne soit plus placée sous l'égide restreinte, plus ou moins contrôlée et orientée, de commissions officielles, instituts, observatoires, think tank (lieu d'influence et de réflexion) ou ONG, mais portée par de nombreuses cohortes de citoyens indépendants et volontaires, peut permettre de redéfinir et d'actualiser les fondements positifs des conditions humaine, citoyenne et sociétale dans tous les secteurs de la société. L'exigence de démocratie impose d'ouvrir les portes et non de les fermer, d'être tolérant et non intolérant, d'être engagé et non passif.

Le mythe du chef décidant pour tous, de l'organisation agissant au profit de tous, de la gouvernance représentant les intérêts du plus grand nombre, doit être relativisé sur le fond et reconsidéré au cas par cas. Il en est de même de la dispersion dans l'intervention frondeuse, la critique facile, l'accusation sophistique, la contradiction de principe, etc., en provenance des citoyens eux-mêmes lorsque ceux-ci s'expriment sans autodiscipline ni discernement, sans autocensure raisonnée, sans proposition soutenable. Ce type d'implication humorale, bordélique ou de chienlit, a vécu et ne contribue pas à faire avancer les choses.

Il est dès lors évident que les prochaines grandes évolutions et/ou révolutions démocratiques ne viendront pas des pouvoirs publics, des États, des représentations parlementaires politisées ni des grandes organisations internationales. Elles ne viendront pas non plus des populations non éduquées ou trop normalisées, formatées et soumises à l'emprise d'une systématisation fortement innervée dans toutes les formes d'organisation économique, financière, religieuse, familiale, éducative, culturelle, médiatique, etc.

Les évolutions démocratiques les plus notables vont venir de l'anonymat citoyen, des régions du monde les moins systématisées par l'économie, la religion et la politique, lorsque la jeunesse

éduquée deviendra mature politiquement et que les adultes trentenaires et quadragénaires vont prendre majoritairement en main le pouvoir de décision accaparé depuis toujours par les réseaux, les seniors et les anciens.

La démocratie citoyenne n'émergera pas non plus des élites, des nantis, des pauvres, des citoyens démotivés, pessimistes, conformistes, poco (politiquement correct), docilisés, formatés, égoïstes, dont la somme forme la majorité plus ou moins silencieuse gavée de médiocrité, d'esprit technicien, d'addiction à l'argent, à la consommation et/ou aux technologies. La poussée décisive proviendra principalement de petits groupements informels de citoyens proactifs animés par l'esprit du changement, du partage et de la solidarité. C'est l'engagement généreux de jeunes générations d'hommes et surtout de femmes animées de convictions et de courage qui va créer les conditions d'une rupture nécessaire entre un modèle civilisationnel passé et un nouveau modèle à venir et d'avenir.

En tout état de cause la démocratie citoyenne, c'est-à-dire la vraie démocratie appliquée au quotidien, ne peut supporter la résignation et le conservatisme. Elle doit se nourrir forcément de passage à l'acte, de contribution, d'affirmation de soi, associés à un intérêt réel, voire altruiste, porté aux autres. La vraie démocratie ne peut nullement se développer sur un terreau culturel, moral, académique, économique, social, législatif, sécuritaire, constitué de pollution cognitive, d'inversion majeure, de contradiction, d'opposition, de rapport de force et de discrimination. Elle ne peut pas, davantage, supporter l'attentisme, l'égoïsme, le silence complice, l'acceptation passive des injustices et des incohérences frappant autrui dans les atteintes aux Droits de l'Homme et aux libertés individuelles et collectives. En cela, la démocratie citoyenne est une résistance individuelle dans un combat sociétal permanent.

LPP 234 – Démocratie citoyenne

La démocratie est dans l'idée que l'on s'en fait. Pour certains, elle est un idéal fondé sur l'exercice maximal des libertés individuelles et collectives dans le respect profond de l'Homme et du citoyen. Pour d'autres, elle correspond à une organisation sociétale fondée sur la loi, l'ordre, la sécurité et la régulation des droits et des devoirs, en acceptant le vote et la critique du citoyen. Pour beaucoup, elle est encore une contre-mesure à la dictature, à l'autoritarisme, à l'obscurantisme, à l'intégrisme, ou encore une forme d'auberge espagnole dans laquelle l'on y trouve ce que l'on y apporte en matière d'idéologie, de pratique civique et politique. Ce qui est sûr, c'est que la démocratie est faite pour les citoyens et que seuls les citoyens savent ce qu'il faut améliorer dans leur condition citoyenne. En démocratie citoyenne, le rôle de l'État et de ses institutions doit être protégé et respecté tant qu'il est au service de la condition citoyenne. À l'inverse, tout ce qui produit de la coercition et de la systématisation excessive doit être combattu car ce n'est pas dans l'ordre de la démocratie.

LPP 235 – Démocratie citoyenne

La démocratie est plus dans l'esprit que dans la lettre. La démocratie citoyenne n'est pas faite pour ceux qui attendent beaucoup des règles du système mais qui ne font rien ou peu pour les autres. Dans le monde moderne, il ne peut y avoir de véritable démocratie appliquée sans référentiel éthique et conscientiel issu ou actualisé à partir de la Nouvelle Pensée Moderne et/ou d'une nouvelle constitution universelle officielle ou non officielle. Le monde change l'exigence démocratique aussi, faisant que tous les référentiels historiques restent utiles mais ne doivent être utilisables que par défaut. Il en est de même de l'actualisation nécessaire des constitutions nationales, même issues d'un référendum, lorsque celles-ci sont placées sous l'égide politique ou au service majoritaire des gouvernances, présidences, idéologies dominantes et/ou régimes politiques, avant d'être au service direct des citoyens eux-mêmes.

LPP 236 – Démocratie citoyenne

La vraie démocratie est dans l'application stricte de la pure réciprocité. Il ne peut être de véritable démocratie qui n'associe le champ des libertés à l'exercice légitime et légal de la réciprocité. La proportionnalité entre libertés et réciprocité est la clé de voûte de toute véritable démocratie avancée. Aucun adulte sain de corps et d'esprit ne doit pouvoir subir la décision d'autrui sans donner préalablement son consentement ou avoir la possibilité d'agir en pure réciprocité. Dans ces conditions, la vraie démocratie repose sur l'exercice plein, entier et conjoint, de cinq libertés décisives formant un sanctuaire inviolable par les lois et règles du système. Sans cela, les pratiques collectives relèvent directement de la systématisation de l'État dominant, d'un ordre aux valeurs et aux principes bien en dessous. Il faut donc accepter que le bon citoyen ne soit ni un individu sage, ni docile, ni obéissant, ni normé, ni politiquement correct. Ce doit être un homme ou une femme libre et affirmé(e) qui s'assume dans l'exercice libre et entier de cinq libertés essentielles : la liberté d'existence ou non, la liberté de choix et de décision, la liberté d'action et d'entreprendre, la liberté d'expression et d'affirmation de soi, la liberté de pensée et de refus. Toutes les autres libertés (voyager, voter, acheter, faire des affaires, travailler, créer...) sont conditionnelles des premières. Tout ce qui réduit ces cinq libertés sous prétexte d'ordre, d'unité, de sécurité, de lois, règles et procédures communes, lorsque celles-ci ne sont pas assorties d'une pratique équitable en matière de réciprocité, agit contre la citoyenneté par conséquent contre la démocratie.

LPP 237 – Démocratie citoyenne

La démarche de citoyenneté avancée est intimement corrélative de la démocratie citoyenne. Pour améliorer concrètement les conditions humaine et citoyenne quatre leviers d'action doivent être mis en place puis préservés : le développement de l'esprit de démocratie et de ses valeurs ; la mise en place et l'actualisation de nouveaux fondamentaux **et** référentiels sociétaux ; le toilettage, nettoyage, déconstruction **de** l'existant au sein des institutions dès

que nécessaire ; l'élaboration de programmes politiques, collectifs et/ou d'action ambitieux avec contrôle des élus et des représentations mandatés. La volonté de changement qui en découle ne doit surtout pas s'effectuer par n'importe quel citoyen sous prétexte de se référer à la citoyenneté et non à la politique. Toute justification citoyenne provenant de citoyens inaboutis, ne disposant pas de l'esprit de démocratie ou de valeurs morales et mentales fortes, est certainement la pire des contre-mesures à toute forme de régime politique. S'engager sur le chemin de la démocratie citoyenne nécessite de s'assurer que l'engagement proposé ou acté par tel ou tel citoyen, ou groupe de citoyens, ne produira pas les errances et les déviations classiques du pouvoir ou de la gouvernance. Dans ce cas, il est alors certain de voir chacun affirmer sa propre vision du monde et de la société dans le cadre d'ambitions personnelles faisant que rien ne peut vraiment changer sur le fond sinon les têtes, les discours, les réformes de surface. Le plus grand risque dans la fausse ou mauvaise démocratie citoyenne est que chacun, ou chaque corporation, s'approprie pour lui-même la légitimité d'application plus ou moins adaptée des droits et des libertés en oubliant la grande démocratie où tout doit être d'abord envisagé pour le bénéfice entier des autres.

LPP 238 – Démocratie citoyenne

La démocratie c'est normalement quatre formes d'intervention pour changer positivement les choses. Le citoyen doit pouvoir intervenir à tout moment au cœur de l'État, de la Nation, des institutions et des organisations, en exerçant un droit de regard (transparence de l'information), un droit de respect (outrage à citoyen), un droit d'implication et/ou de choix (vote) et un droit de critique (libre expression) et ce, par tout moyen participatif et/ou médiatique. De la même manière, le droit d'ingérence à tout moment dans la vie publique et collective suppose une majorité d'avis identiques dans la prise en compte de quatre formes de votes à égalité d'importance : pour, contre, abstention, vote blanc. Il est clair que si l'État n'est pas l'ennemi du citoyen, il n'est pas non plus son allié tant que celui-ci se préoccupe d'abord de sa propre dominance et/ou cautionne toute forme de systématisation.

LPP 239 – Démocratie citoyenne

L'élu doit être en permanence sous la tutelle du citoyen et non l'inverse. Toute forme de délégation, de mandat, de représentation au nom du peuple et/ou de groupement de citoyens, doit être placée sous la tutelle et le contrôle permanent des citoyens eux-mêmes. La délégation par le vote et la représentation politique institutionnalisée ne sont que des formes imparfaites d'expression démocratique. Cela suppose que tout groupement de citoyens disposant de raisons motivées puisse intervenir rapidement et à tout moment au sein de chaque mandat nominatif avec possibilité de remise en cause de celui-ci à mi-mandat.

LPP 240 – Démocratie citoyenne

Le citoyen avant l'État et le système aux ordres. Tout citoyen a le devoir de s'opposer aux institutions du système, à ses représentants et élus, lorsqu'il juge leur action insuffisante, déviante, inéquitable. Il doit disposer pour cela d'un cadre légal mais aussi d'avertissement, de débat, de proposition de changement puis, d'un vote légal et, s'il le faut, d'actions ciblées de toilettage, nettoyage et/ou déconstruction en cas de non-réalisation. Aucun individu, aussi titré et important soit-il, ne doit être à l'abri de demandes d'explication ou de comptes à rendre lorsque ceux-ci sont émis avec juste raison par les citoyens eux-mêmes.

LPP 241 – Démocratie citoyenne

L'outrage à citoyen est la pierre angulaire de toute véritable démocratie. Il doit devenir constitutionnel et intégrer le Code pénal. C'est la juste contre-mesure démocratique face à l'outrage à magistrat en se fondant sur le même principe dès lors que le citoyen constate une atteinte à sa dignité, à son intégrité morale et/ou physique par toute forme d'erreur grave, manœuvre dilatoire volontaire, tromperie raisonnée, manipulation organisée, diffamation ou

dénigrement, agressivité, fausse déclaration délibérée, mauvaise foi évidente, pratique de désinformation, d'infantilisation, de culpabilisation, de mépris, de victimisation, en provenance d'un représentant du peuple, d'un élu, d'un acteur ou agent de la puissance publique, d'un fonctionnaire. Aucun titre, aucune responsabilité, aucun statut ne doit être exempté. Aucun favoritisme, aucune protection, aucun stratagème, ne doit être admis empêchant le citoyen d'exiger la vérité et une réparation dans le temps.

LPP 242 – Démocratie citoyenne

Le citoyen vaut le magistrat. Tout ce qui salit et appauvrit l'esprit de démocratie hier, aujourd'hui et demain, doit être traqué et poursuivi dans le cadre d'actes légaux et légitimes, ainsi que diffusé par l'information, la formation, la médiatisation. Le caractère sain des attitudes et la propreté du comportement sont à la base de l'esprit de démocratie. C'est aussi la preuve que le système accepte de se mettre en cause dès que le citoyen constate à son égard des abus et irrespects manifestes, des pratiques discrétionnaires, une discrimination évidente et/ou toute forme d'humiliation, d'insulte ou de traitement méprisant en provenance des personnels représentant le système. La seule condition à respecter est que le citoyen concerné puisse faire la démonstration lui-même d'une attitude saine, d'un comportement loyal, honnête, mature, discerné, compétent, sans quoi il s'expose aux sanctions prévues. La parole d'honneur du citoyen vaut celle de n'importe quel magistrat ou officiel.

LPP 243 – Démocratie citoyenne

C'est le principe de réciprocité équitable qui doit guider la démocratie. Par principe de base, c'est le rapport d'équité/réciprocité et non d'égalité/loi qui doit prédominer au sein de la démocratie citoyenne. Le principe équité/réciprocité doit remplacer, à la fois, le rapport de force issu de la loi de la jungle, le rapport de dominance/domination s'appliquant dans de nombreux domaines (hiérarchie, académisme, statut social, relation professionnelle...), ainsi que le rapport de subordination/soumission aux lois de l'argent s'imposant par le biais économique du travail, du business, de la finance, du patrimoine, de l'assistance et/ou de l'ensemble des rapports et échanges marchands. Les trois types de dominance, rapport de force et subordination, lorsqu'ils sont validés et même promotionnés en matière d'égalité et de lois dans un collectif quelconque doivent être fortement réduits car profondément inégalitaires et injustes pour la majorité de ceux qui les subissent.

LPP 244 – Démocratie citoyenne

Il n'y a pas de peuple indifférencié en démocratie seulement des hommes à respecter. La notion de peuple, de masse ou de catégorie utilisée en sociologie est inappropriée car elle ne repose sur aucune forme d'homogénéité psychologique ni d'activation mentale. Toutes les sciences de l'Homme qui tentent d'unifier et/ou d'expliquer le comportement commun des individus afin de mieux favoriser la directivité dans la gouvernance d'État ou de système sont suspectes. S'il existe naturellement des communs dénominateurs dans les profils humains, la démocratie citoyenne doit s'exercer dans un cadre de différenciation des individus et de très forte hétérogénéité des cas et des situations.

LPP 245 – Démocratie citoyenne

La démocratie citoyenne se définit par une ligne souple et déliée. Lorsque l'accès à la démocratie citoyenne se voit bloqué par les limites de la démocratie de système ou par des freins conservateurs au sein des organisations et institutions, plusieurs actions conjointes doivent être menées simultanément dans sept domaines : Dénormalisation ; Désadministration ; Désendettement collectif ; Défiscalisation ; Démédiatisation ; Déformatage des jeunes et des actifs ; Désacadémisme. L'objectif poursuivi doit être d'atteindre 1/2 de R (réalité) dans le cadre d'une période donnée envers tout ce qui freine l'épanouissement démocratique. C'est le cas, par exemple, avec la réduction de moitié du poids

inertiel des personnels administratifs, des pratiques conservatrices, des procédures contraignantes, des lois, des règlements liberticides, etc. L'objectif consiste à redonner de la fluidité, de l'oxygène, du dynamisme créatif, de la liberté de mouvement, de l'aisance dans les initiatives... Il n'est écrit nulle part qu'une société ait l'obligation d'avoir une charge pondérale étouffante dans la vie du citoyen du fait de son administration, de sa complexité dans le fonctionnement, par sa rigidité sécuritaire, sa prédation fiscale ou encore son élitisme sélectif, en vue de préserver l'ordre collectif, sa propre survie et/ou d'assurer le « bien-être » du citoyen. Bien au contraire, dans un monde démocratique éduqué et respectueux de l'intégrité morale, psychologique et physique des individus, il est nécessaire à tout moment de pouvoir défaire, dénouer, déjouer, démonter les mécanismes inadéquats, bloquants, injustes, lorsque ceux-ci exercent une pesanteur, une nuisance, une menace pour l'esprit de démocratie.

LPP 246 – Démocratie citoyenne

La démocratie n'a pas vocation à subir ni à supporter la primauté des intérêts personnels. La participation concrète et active à la démocratie citoyenne commence par le courage des hommes politiques, élus, technocrates, dirigeants et responsables en charge des pouvoirs publics et de la conduite des organisations à remettre leur démission si on le leur demande sans indemnité ni compensation. Bien plus que l'opposition critique, ce sont souvent les positions conservatrices, vénales, ambitieuses, des hommes et des femmes disposant des postes clés qui freinent et bloquent l'accès aux avancées internes de la démocratie par crainte de perdre leur pouvoir, leur statut, leur rémunération et leurs avantages. C'est la professionnalisation de la politique et les promesses du carriérisme qui embourgeoisent l'engagement politique malgré la sincérité et la motivation citoyennes de départ. C'est l'obtention de revenus, de statut et/ou de privilèges, même devenus ordinaires pour ceux qui en bénéficient, qui pipent le jeu démocratique à vouloir conserver l'acquis sans le remettre en question aux dépens de soi-même. Le pire est atteint lorsque, au nom de la démocratie, la défense des positions prises se justifie par des raisonnements, des menaces, des scénarios catastrophe, juridiques, moralisants, culpabilisants ou encore de nature à créer le doute et la peur.

LPP 247 – Démocratie citoyenne

Toujours agir à la source du fonctionnement systémique pour préparer le terrain du changement. Pour faire vraiment avancer la démarche évolutionnaire, toute l'histoire de l'Humanité nous prouve qu'il est notoirement insuffisant de confier l'État aux professionnels de la politique et aux technocrates qui savent gérer et contrôler le présent mais qui sont relativement incapables d'anticiper l'avenir. Nul avant, moyen pendant, bon après, est une constante dans le comportement de la plupart des représentants des systèmes en place face à l'imprévu. Aussi, plus un système se montre arrogant, opaque, inhumain, discrétionnaire et/ou procédurier, en imposant ses règles comme en s'éloignant des préceptes agiles de la démocratie, plus il doit être combattu et neutralisé au niveau de ses propres fondations, de ses fondements et racines.

LPP 248 – Démocratie citoyenne

Il faut se méfier des individus validés, promus et honorés par les institutions en place. Un lien de dépendance, de service ou d'allégeance est le plus souvent sous-jacent sachant que le système ne promeut jamais ses ennemis, sauf si cela est bon pour son image ou ses intérêts. Il existe sept grandes communautés d'intérêt dont l'influence, les manœuvres, la gouvernance, la conduite des institutions et des organisations, orientent délibérément la trajectoire sociétale des nations ainsi que du plus grand nombre de citoyens :

- . Élus des partis politiques et acteurs influents du jeu politique ;
- . Personnels technocratiques dans les administrations d'État, les collectivités territoriales, fédérales ;

- . Lobbies, think tank, ONG, sectes, instances religieuses ;
 - . Banques et institutions financières ;
 - . Marchands d'armes et de sécurité ;
 - . Multinationales industrielles et agroalimentaires ;
 - . Grands groupes d'énergie (pétrole, gaz, électricité...) et d'eau potable.
- Face à l'importance de ces pouvoirs, il est impératif de mettre en place des contre-pouvoirs citoyens d'égale importance.

LPP 249 – Démocratie citoyenne

Le contre-pouvoir est au pouvoir ce que la critique est à l'affirmation, un enjeu d'équilibre entre les parties prenantes. Le principal enjeu de toute véritable démocratie est de mettre en place des contre-pouvoirs forts, actifs et surtout indépendants de toute communauté d'intérêts, sans quoi les populations se plient et les citoyens se soumettent peu à peu à de nouvelles formes de totalitarisme médiatique, de dictature économique, d'hégémonie financière, de monocratie politique, d'addiction consumériste, d'absolutisme sécuritaire, d'arbitraire policier ou militaire..., ou de manière plus vraisemblable en subissant une collusion organisée entre elles. Sans contre-pouvoir, la répartition et la division du pouvoir dans une collusion effective entre acteurs influents ne sont pas moins nocives que toute forme d'autocratie.

LPP 250 – Démocratie citoyenne

La démocratie n'appartient à personne mais s'applique à tout le monde. Le principal problème en démocratie est d'éviter la soumission, l'abdication, la démission des populations et des citoyens face aux pouvoirs institutionnels et organisationnels en place. En général, les gens s'accrochent à leur pouvoir lorsqu'ils en disposent. De la même manière, plus un pouvoir pris ou accordé est dominant, plus il tend à se renforcer au détriment des autres. Autant dire que la principale contre-mesure au pouvoir d'un homme ou d'un parti est le contre-pouvoir des autres qui le limite et le rend raisonnable. Dans la logique citoyenne, la première étape du contre-pouvoir est d'abord celle qui impose un référentiel précis fondant les droits constitutionnels, légitimes et légaux du citoyen. Il s'agit ensuite d'organiser la réplique sous toute forme de regroupement de citoyens, de *class action* ou d'action collective, contre tout ce qui freine, bloque et/ou détourne objectivement la fluidité des valeurs démocratiques.

LPP 251 – Démocratie citoyenne

Il ne peut y avoir de véritable démocratie sans ligne directrice. Sachant que toute société et organisation repose, en partie, sur des postures élémentaires favorisant l'exercice de la dominance, du pouvoir et/ou de l'autorité, les contre-mesures citoyennes à appliquer doivent s'inscrire dans le cadre du schéma directeur suivant :

- . Toute autorité disposant d'un pouvoir de décision doit être obligatoirement couplée à un organisme de contrôle indépendant animé par les citoyens eux-mêmes et non par des institutions créées ou émanant du système lui-même ;
- . Tout ce qui engage l'avenir, la qualité ou la non-qualité de vie des citoyens, doit faire l'objet systématiquement d'un référendum ou d'un avis objectif impliquant la majorité des parties prenantes. La voix du citoyen doit pouvoir s'exprimer clairement, à tout moment, par tout moyen de diffusion, l'intervention motivée, l'e-tribune, ainsi que par le contrôle constant des mandats accordés, le suivi des programmes engagés, des contre-propositions ciblées, etc. ;
- . Tout projet de société doit être totalement découplé de la prédominance des idéologies émanant des partis politiques, des visions sectaires ou religieuses, des intérêts partisans, corporatistes ou lobbyistes, des traditions imposées, des minorités influentes ;
- . Les citoyens doivent avoir la possibilité de refuser toute réforme, tout ordre, toute gouvernance, toute organisation, toute direction imposée même de manière légale et

constitutionnelle, dès lors que la position de refus est objectivement argumentée, légitime et repose sur une majorité d'avis allant dans le même sens ;

. Toute démarche, réforme, décision, plan d'action contesté qui souhaite s'imposer ou perdurer doit apporter, en face, une réciprocité, compensation ou autre possibilité d'égale importance, faisant que tout ce qui est unilatéral est considéré comme non démocratique et anti-citoyen.

LPP 252 – Démocratie citoyenne

Le citoyen avant l'État, c'est l'inversion nécessaire dans la vraie démocratie. Pour rendre efficace le jeu des contre-pouvoirs au sein de toute nation et société modernes, il est absolument nécessaire que les liens de dépendance soient clairement établis dans l'ordre suivant :

- . Le citoyen contrôle l'État à tout moment ;
- . L'État contrôle les institutions à tout moment ;
- . Les institutions contrôlent les pratiques administratives, législatives et technocratiques à tout moment ;
- . Le citoyen peut intervenir à tout moment de manière justifiée dans la gouvernance de l'État, des institutions, des pratiques administratives, législatives et technocratiques.

LPP 253 – Démocratie citoyenne

Agir contre et agir pour est la démarche du citoyen avancé. La démocratie citoyenne doit être menée par les citoyens eux-mêmes et/ou leurs collectifs sous forme de feuille de route clarifiée. Il s'agit de mettre en place simultanément une action constructive pour créer les conditions positives du changement et une action « déconstructive » pour éliminer les reliquats négatifs du passé. Cette double dynamique doit s'effectuer à chaque échelon local, régional, national, fédératif, international :

Agir contre :

- . La systémisation en place au sein des trente-cinq grands épiphénomènes de société ;
- . L'encadrement civique normatif ou sans réciprocité ;
- . La votation entonnoir issue de la démocratie de système ;
- . Toute forme de mandat, pouvoir, autorité, responsabilité, influence, ne disposant pas de contre-pouvoir citoyen ou de contre-mesure réciproquée ;
- . Tout conservatisme, élitisme, avantage corporatiste ou spécifique, pratique jugée inéquitable ou inefficace, usage décalé, dans tous les domaines de la vie publique, sociale et professionnelle ;
- . Toute forme de fiscalité et taxation, méthode et procédure administrative, considérée comme excessive, léonine, insupportable, non respectueuse de l'individu ;

Agir pour :

- . L'instauration de référentiels universels, nouveaux codes citoyens, fondamentaux et valeurs liés à l'esprit de démocratie ;
- . L'émergence de la bioéconomie destinée à réguler l'économie traditionnelle et la finance ;
- . La mise en place de programmes d'action politique précis et détaillés à court, moyen et long terme ;
- . La refondation complète des modèles éducatifs et académiques dans le rapport aux apprenants ;
- . La réduction drastique du nombre de lois et de règles ;
- . La simplification et l'équité des procédures ;
- . La réciproque des rapports et la protection du citoyen contre les excès sécuritaires, normatifs, policiers, judiciaires ;

LPP 254 – Démocratie citoyenne

Il n'y a pas d'humanité sans intelligence relationnelle. Il ne peut être envisagé de démarche évolutionnaire en matière de démocratie citoyenne sans la présence constante d'un état

d'esprit constructif et bâtisseur, ainsi que la démonstration d'une mentalité réformatrice et non conservatrice, le tout animé par des comportements qualifiés dans l'affirmation positive de soi et l'intelligence relationnelle. Sans ces conditions préalables, aucune forme de démocratie ne peut évoluer au-delà de la démocratie de système en se heurtant à un plafond de verre. Aucune démocratie citoyenne ne peut s'imposer et perdurer sans la constance de comportements qualifiés, sains et discernés, chez une majorité de citoyens. Ce doit être le rôle premier de l'éducation et le rôle second de toute entité publique et privée accueillant l'Humain.

LPP 255 – Démocratie citoyenne

L'exigence pour soi et le respect pour autrui est le socle de la démocratie citoyenne. Au-delà des habitudes du quotidien, la pratique de la démocratie citoyenne se mesure au respect réel accordé à chaque citoyen ainsi qu'au niveau de confiance et d'équité émanant du système à son égard. Cela doit se traduire par au moins sept grandes preuves de mise en application de l'esprit de démocratie via :

- . Des services publics proactifs avec des personnels disponibles, accessibles facilement, au service direct et personnalisé du citoyen et non l'inverse ;
- . Des droits nouveaux en matière de vote, simplification de la législation commune, recours à des codes citoyens et/ou à un référentiel universel ;
- . Des écarts raisonnables dans les niveaux de vie, les conditions économiques et sociales en fonction des grandes étapes de la vie : période enfance/adolescence ; période de vie active ; période de retraite/fin de vie ;
- . Un différentiel de rémunération globale entre citoyens (salaires + revenus + avantages divers) s'inscrivant, lors de toute période active, dans une fourchette allant de 1 à 25 au maximum ;
- . Une pression fiscale réduite par le recours à divers moyens de « défaisance » : limitation des taux, désendettement, annulation de dettes, assistance ou compensation ponctuelle...
- . Des citoyens éduqués et formés dès le plus jeune âge dans une optique de réalisation de soi, d'esprit de responsabilité et de conscientisation la plus large, et non dans le cadre d'un formatage ou matricage éducatif faisant prévaloir la théorie, l'élitisme, le conformisme, la docilité, la sélectivité sociale par les notes et diplômes ;
- . Des organisations et des institutions démontrant un fonctionnement interne fondé non pas sur la distanciation, la méfiance, le durcissement de l'arsenal procédurier, sécuritaire, répressif, judiciaire, administratif et/ou législatif, qui est le plus souvent justifié par moins de 10 % de déviance forte et réelle dans la population, en privilégiant au contraire la transparence, la simplicité, le dynamisme, la confiance, la tolérance et la valorisation en faveur de 90 % de la population.

LPP 256 – Démocratie citoyenne

Le changement évolutionnaire est d'essence citoyenne alors que la réforme entretient la systématisation. Dix grandes pistes de progrès doivent être intégrées au sein de chaque constitution nationale :

- . **L'apolitisme** politicien ou de parti en favorisant une citoyenneté qui ne soit pas divisée ou divisible sur des enjeux idéologiques, dogmatiques, conservateurs, nationalistes... qui n'apportent pas grand-chose sur le fond sociétal des grands enjeux modernes. **Objectif :** favoriser une majorité apolitique dans la gouvernance.
- . **Le déformatage** du cerveau des jeunes en réduisant fortement la théorie, l'aseptisation culturelle, l'esprit prudentiel, la docilité peureuse face à l'autorité, les comportements timorés dans le passage à l'acte ou encore la « gonflette » des neurones poussant à des notations sélectives, à des diplômes élitistes et/ou à des enseignements semi-pertinents du fait de l'inadéquation de nombreux enseignants et de formateurs, même hyper diplômés, aux réalités du terrain et aux enjeux décisifs du monde actuel. **Objectif :** Former avant tout des jeunes

bien dans leur tête, dans leur peau et dans leurs baskets, avec un vrai métier de base et une motivation d'enfer, coachés par des hommes et des femmes de haute qualité.

. **Le discernement judiciaire** qui reflète le plus souvent la mentalité du système, le formatage et la focalisation systémique de ses gardiens, défenseurs, juges et promoteurs, accordant la préférence au système, à l'État et aux institutions avant celui du collectif et du citoyen lambda. **Objectif** : impliquer en réciprocité les gardiens de l'ordre, les juges, les avocats, les parties prenantes dans leurs décisions et positions solennelles, lorsque celles-ci sont considérées par les citoyens comme plus inadéquates que justes, plus orientées qu'objectives et impartiales, plus répressives et intolérantes que tolérantes et respectueuses du cas légitime des individus.

. **L'information à 360°** dans plus d'ouverture, d'accessibilité, de transparence, d'utilité, de pertinence, de vérité, en évitant la focalisation trompeuse de l'information, les orientations journalistiques et médiatiques. **Objectif** : Zapper momentanément tout média qui filtre et oriente l'information au profit de la gouvernance d'État, de ses actionnaires ou principaux annonceurs.

. **L'inversion fiscale** qui consiste à miser sur la décroissance forte des taxations et de la fiscalité en ce qui concerne les entreprises, les entrepreneurs, les ménages, sauf pour ceux qui spéculent et jouent avec l'argent. **Objectif** : Utiliser systématiquement le principe 1/2R (moitié moins) pour rendre l'État et les collectivités territoriales moins prédateurs, moins obèses, moins coercitifs et normatifs, en créant les ruptures nécessaires et en mettant en place d'autres moyens d'action plus intelligents et respectueux du citoyen.

. **La réciprocisation** est une réciprocité pratiquée à l'échelle sociétale qui oblige à pratiquer une compensation proportionnelle, à émettre une contrepartie d'égale importance, à subir un juste retour de conséquence, contre toute forme d'obligation ou de contrainte imposée. La réciprocisation est une chaîne d'action/réaction à double sens destinée soit à amplifier de manière positive la relation ou alors tendre vers un zéro négatif. Ainsi une action entraîne une réaction qui entraîne une réaction qui entraîne une réaction... jusqu'à l'aboutissement recherché ou, au contraire, l'extinction de l'une et/ou l'autre des volontés en jeu. Sous l'angle sociétal, le principe de réciprocité doit s'imposer, en marge de toute loi, en faveur de tout citoyen lui accordant ainsi le pouvoir de demander réparation, excuse, dommages-intérêts, s'il se sent objectivement lésé dans son image, sa dignité ou ses intérêts, en provenance d'autres citoyens ou de représentants du système. La réciprocité fait partie de l'esprit de démocratie en obligeant chacun à assumer pleinement ses responsabilités, ses décisions, ses positions, ses erreurs et ses déviations, sans les fuir ni les reporter sur autrui. Elle repose sur un deal moral entre les individus en ne mettant à l'abri aucun État, aucune institution, aucune organisation, aucun responsable, aucun dirigeant, aucun agent de la sphère publique, aucun citoyen, qui ne peut se cacher derrière un quelconque statut ou rôle, une quelconque loi ou revendication légitime, sans devoir si nécessaire rendre des comptes. **Objectif** : responsabiliser la source du comportement, de l'attitude et du relationnel provenant du fonctionnaire, du dirigeant, du technocrate, de l'homme politique, du salarié, de l'acteur économique, de l'homme de média, du déviant et du criminel, etc., sachant que rien ne doit rester impuni ou protégé et pas davantage sous-estimé, nié, manipulé ou bloqué par le fait de la loi, du pouvoir ou de la volonté de certains.

. **Le respect du citoyen** en évitant d'exercer sur lui toute forme d'humiliation, de contrôle discrétionnaire, de traque, de fichage, de surveillance, de domination au nom du service public. Les pratiques commerciales de traçage et de fichage ne peuvent être réalisées sans l'accord explicite du citoyen, un droit immédiat de rectification, voire des compensations à la hauteur des avantages économiques que cela suppose. **Objectif** : préserver la bulle privée en limitant toute forme d'ingérence et d'intrusion dans l'espace privé qui ne relève d'une nécessité impérieuse ou évidente en matière de déviance criminelle prouvée sous peine de réciprocisation pour tous les acteurs concernés.

. **La valorisation** permanente des citoyens qui en font la demande en les aidant dans toutes leurs initiatives jugées positives, utiles, épanouissantes et/ou leur permettant d'accéder à toujours plus de maîtrise, de compétence, d'information, de savoir. **Objectif** : favoriser le développement des capacités, potentiels, talents personnels en rapport avec l'intelligence relationnelle parallèlement à toute autre forme d'intelligence technique et compétentielle.

. **Le partage équitable** qui suppose la répartition juste et équilibrée des ressources vitales (économie, patrimoine, travail, solidarité, ressources naturelles...) en s'animant d'une recherche d'équité dans les droits et devoirs, dans les rapports différenciés entre les individus. La solidarité ne se limite pas seulement à aider ponctuellement mais à permettre des plateformes d'échange permettant à chacun d'offrir aux autres ce dont il est lui-même capable. **Objectif** : réduire l'esprit propriétaire, l'acquisition égoïste, la concurrence agressive et la compétitivité destructrice, ainsi que toute forme d'égalité dogmatique, d'indifférenciation des individus, d'assistantat à sens unique, de légalisation collective au détriment de la légitimité individuelle.

. **Le recours au sourcing causal** qui permet de sortir des problématiques par le haut du discernement en évitant l'emprise malade, médiocre ou perverse des raisonnements psychorigides, sophistiqués, partisans, étriqués et/ou manichéistes mais aussi des conservatismes causalistes et des choix binaires impliquant une simplification abusive et/ou facile lorsque celle-ci est génératrice de frustration, d'imperfection, d'erreur, de doute, de défiance. **Objectif** : considérer que l'analyse de chaque fait, action, événement, cas, situation, décision, position, doit s'apprécier en regard d'une succession de cinq clés d'approche et de décodage : les raisons amont ou source du fait, la cause ciblée du fait, la conséquence résultant du fait, les effets induits et/ou ultérieurs, la finalité d'ensemble.

LPP 257 – Démocratie citoyenne

Combattre le système, c'est combattre la métastase de ses excès. La présence imparfaite de toute forme de démocratie de système se manifeste toujours par un rapport direct ou larvé de dominance et/ou de rapport de force à l'encontre du citoyen à partir de sept constats communs. Il s'agit dès lors de combattre en permanence le « Trop systémique » :

- . Trop de pouvoir discrétionnaire aux mains des élus, des politiques et de la gouvernance ;
- . Trop de conservatisme, technocratie et rigidité dans le fonctionnement des institutions publiques ;
- . Trop de forces de l'ordre/ordre moral/offre importante de sécurisation/durcissement judiciaire ;
- . Trop de rapport à l'argent, à l'économie et à la finance/écarts trop importants de richesse et de rémunération ;
- . Trop de procédures/fiscalité/lois, règlements, contrôles et normes administratifs ;
- . Trop de corporatisme/réseaux d'influence/lobbying influençant à huis clos la société ;
- . Trop d'académisme, de sélectivité, d'élitisme dans l'Éducation nationale et supérieure influençant la mentalité générale et celle des décideurs.

Autant de déviations sociétales légalisées et officialisées qu'il convient de réduire et d'encadrer dans une inversion démocratique des rôles en plaçant la puissance publique sous contrôle du citoyen ou pour le moins à égalité objective et concrète d'influence.

LPP 258 – Démocratie citoyenne

Le système est responsable des mauvaises pratiques de la démocratie qu'il s'évertue ensuite à combattre. À tout moment et malgré toute bonne volonté dans la pratique de la démocratie, que celle-ci soit émergente ou de système, le recours imparfait à la démocratie sous l'égide du système produit autant de déviations dans les comportements de certains que de qualification des attitudes, des actes et des décisions chez d'autres. En cela, toute démocratie imparfaite ou insuffisante produit continuellement de la déviance sociale, de l'imperfection institutionnelle, de l'insatisfaction individuelle et de l'inadéquation expérientielle dans les

attentes citoyennes. À moins d'être carrément irresponsables, le système, sa gouvernance et ses relais sont directement impliqués, à un niveau ou à un autre, dans la présence continue de ces incomplétudes. Il s'agit là d'une véritable dichotomie systémique consistant à engendrer les phénomènes puis à les contrôler et à sévir avec tout un arsenal normatif, législatif et sécuritaire. C'est la preuve qu'un mauvais système, ou un système imparfait, produit une démocratie imparfaite qui engendre ensuite une citoyenneté imparfaite avec de nombreux dysfonctionnements. La relation causale est évidente dans une boucle répétitive.

LPP 259 – Démocratie citoyenne

La démocratie citoyenne s'oppose à la systémisation dominante. La démocratie citoyenne a pour fonction principale de rectifier et de réduire fortement les dysfonctionnements, insuffisances, insatisfactions, imperfections, inadéquations et conservatismes, plus ou moins rigides disséminés un peu partout dans le fonctionnement de toutes les démocraties émergentes et de système. C'est la raison pour laquelle seul le citoyen, face au système, est en mesure de dire haut et clair ce qu'il veut précisément, sans bas compromis politicien, afin d'imposer les changements nécessaires le concernant. L'époque obligeant le citoyen à passer par une intermédiation, une délégation ou une représentation quelconques, l'obligeant à subir le moule du système est dorénavant révolue dans la conscience intime du plus grand nombre avant que cela ne le soit dans les faits. Le temps du diktat surimposant du système sur le citoyen est également anachronique. Place dorénavant à l'implication directe du citoyen et à son affirmation discernée et raisonnable dans un cadre d'action constructive, humaniste et positive pour tous et pour soi. Tous pour un, un pour tous, est le maître mot de la démocratie citoyenne afin d'éviter, d'un côté, le collectivisme stérile et de l'autre, l'égoïsme pour soi.

LPP 260 – Démocratie citoyenne

La finalité de la démocratie est de chasser le mal pour favoriser le bien. L'indicateur positif de la démocratie citoyenne est de favoriser la libération et l'épanouissement qualitatif, pour qui en manifeste la volonté, de ses besoins d'affirmation, de responsabilité, d'expression, de passage à l'acte. Il en résulte alors un état d'esprit positif occultant toute l'influence négative que peut avoir le système sur la mentalité. Lorsque le positif occupe l'espace mental, il n'y a alors plus de place pour le mal-être, l'injustice, l'agressivité, l'intolérance, l'irrespect, la soumission, la frustration, l'inaction ou la jalousie. La « positivation » des individus par l'avancée démocratique est certainement la démarche socioculturelle la plus puissante qui soit en matière de conduite des masses. Elle favorise à la source de l'esprit humain, l'autodiscipline au lieu de la discipline, la confiance au lieu de la peur, le dynamisme au lieu du suivisme, l'indépendance d'esprit au lieu de l'assistanat et de la soumission.

LPP 261 – Démocratie citoyenne

La véritable démocratie ne viendra jamais du système mais du citoyen lui-même. Tout modèle républicain ou monarchique s'inscrivant clairement dans une démocratie de système, même plus ou moins apaisée, est par le fait prisonnier du système qui le supporte. Alors que la dynamique de démocratisation est expansive dans sa capacité à alléger, fluidifier et faciliter la vie des citoyens, tout ce qui se rapporte à la systémisation ne peut qu'amplifier la contraction des limites déjà atteintes. Opter pour la démocratie de système et non pour la démocratie citoyenne est l'assurance, sur le fond, de n'entrevoir aucun changement notable, positif et durable dans la vie des citoyens, aucun progrès décisif dans l'équité et la reconnaissance optimale des droits et des libertés, aucune évolution majeure dans le conservatisme dominant, aucune avancée dans la finalité des conditions humaine, citoyenne et sociétale. C'est, au contraire, accepter que la demande d'épanouissement des hommes soit toujours entravée par les règles du système. Il faut également admettre que si ce modèle de démocratie partielle a eu sa raison d'être dans l'évolution sociale et sociétale des générations passées, voire

contemporaines, ce n'est nullement une fatalité pour les générations à venir. Il faut dorénavant choisir entre regarder derrière, à ses pieds, sur le côté, devant ou loin devant.

LPP 262 – Démocratie citoyenne

L'espace de démocratie est proportionnel à sa représentation mentale. Il ne suffit plus de savoir parfaitement traiter et appréhender le présent dans un réalisme prisonnier de lui-même. Il faut ouvrir des voies nouvelles, dégager de nouveaux espaces de relation et d'action. À tout moment, chaque citoyen doit pouvoir revendiquer toujours plus d'autonomie, de libertés responsabilisées et toujours moins de contraintes inutiles. Plus l'Homme est abouti, plus il sait que l'espace des libertés et des droits est un territoire immense à conquérir qui ne doit pas se réduire uniquement aux usages provenant du passé, à la vision, aux décisions et aux positions des élus, influents et gouvernants du moment. Il sait que ce sont eux qui, soumis à la pression court-termiste de la réalité et de l'actualité, orientent la réalité quotidienne vécue par tous et/ou ralentissent l'accès à la démocratie citoyenne. Pour chaque citoyen discerné, il est un devoir de rompre avec les cercles d'enfermement qui tirent constamment les populations vers le bas ou, au mieux, les contiennent dans le *statu quo* docile. De manière inverse, en tirer avantage pour soi sans se soucier d'autrui n'est pas non plus une posture viable car la remise en cause peut être rapide et l'effet boomerang assuré.

LPP 263 – Démocratie citoyenne

La démocratie c'est l'adaptation permanente. Cela suppose, dès le départ, d'instaurer une alternance politique à large spectre ainsi qu'une rotation régulière des hommes aux commandes du pouvoir et aux postes d'influence. Il s'agit ensuite de revisiter et de nettoyer, dès que nécessaire, le fonctionnement des institutions et des organisations en faisant évoluer les règles collectives vers plus d'implication citoyenne par la responsabilité et l'autodiscipline individuelle. Cela se poursuit par la simplification maximale des procédures et des contraintes fiscales en donnant de l'oxygène et une aisance suffisante en matière économique et de pouvoir d'achat afin d'améliorer les conditions de vie, de bonheur et de sérénité au profit d'une grande majorité d'individus. C'est la base de toute feuille de route évolutionnaire qui doit être reprise de manière circonstanciée dans chaque programme politique et organisationnel. La démocratie citoyenne sonne la fin des mesurette et des réformettes issues des compromis politiques et stratégiques décidées généralement et unilatéralement par 1 % des acteurs décisifs.

LPP 264 – Démocratie citoyenne

La rupture vivifie la démocratie. Comme l'incendie qui détruit la végétation et déstabilise le biotope local mais revivifie ensuite le paysage, toute rupture décisive peut avoir une incidence négative provisoire sur la vie des gens mais produit, avec certitude, l'évidence d'une plus grande fertilité et promesse d'un renouveau différent. Il est observable que tout ce qui est petit et insignifiant dans l'action sociétale ne change rien pour les minorités au pouvoir mais induit des effets collatéraux négatifs pour le plus grand nombre dans la durée la plus longue. À l'inverse, tout ce qui a de l'amplitude et de l'ambition dans la rupture induit des effets profitables à moyen et long terme avec des conséquences plus ou moins négatives à court terme. La démocratie est donc un choix, avant d'être un arbitrage, entre la préservation d'intérêts immédiats et le bénéfice d'intérêts différés. À vouloir les deux on n'obtient que la médiocrité permanente.

LPP 265 – Démocratie citoyenne

La démocratie habille l'esprit des médiocres et magnifie la nudité des plus forts. Lorsque l'individu le plus riche et le plus puissant se retrouve nu devant une assemblée de citoyens matures, il ne devient alors plus rien qu'un individu ordinaire sans attrait particulier. Derrière tous les attributs du pouvoir, du statut, de la richesse et/ou de l'influence, il n'y a que des

hommes et des femmes souvent tourmentés, fragiles, inconstants et/ou médiocres, qui ne justifient pas forcément les honneurs dont ils bénéficient. La relativité des actions menées, des titres, des statuts, des moyens et/ou des ressources mobilisés, est souvent proportionnelle à la satisfaction première de l'égo, à la vanité des hommes dans leur vision et ambition. Sauf exception historique, très peu d'acteurs influents du moment résistent à l'écroulement du temps. Hormis le champ unique de l'originalité, du talent, de la créativité et de l'invention, tout individu misant principalement sur l'intelligence, le calcul et le raisonnement, est substituable et remplaçable faisant que tout maître, expert, leader, dirigeant, peut aisément être remplacé par un autre.

LPP 266 – Démocratie citoyenne

C'est une erreur que de fonder la démocratie sur le compromis. À vouloir satisfaire chacun on arrive à mécontenter tout le monde. Que le compromis soit ponctuel et négocié en gagnant-gagnant dans certaines situations, c'est nécessaire et évident. Que le compromis soit une méthode par défaut pour contenter systématiquement les exigences des partis en lice, c'est l'assurance de créer les conditions d'une relative limitation, voire médiocrité, dans les résultats atteints. Dans le cadre sociétal, toute méthode fondée sur le compromis et la demi-mesure est une erreur constante des modèles issus de la démocratie de système, du conservatisme et du conformisme qui, par ailleurs, ne peuvent pas vraiment fonctionner autrement. Toute demi-action par rapport à ce qui peut ou doit être fait est une erreur importée des expériences passées en ne voyant que les risques possibles et les avantages immédiats et non pas la finalité d'ensemble. Sur le fond de chaque décision, c'est forcément la qualité animant la source des faits, les effets induits et la finalité qui donnent de la pérennité et de la puissance à la démocratie citoyenne. Il s'agit de faire référence à la lucidité citoyenne en priorisant l'essentiel avant de miser sur le secondaire. Sur la forme, miser uniquement sur la cause directe et la conséquence de l'action menée, c'est accepter les limites pouvant en résulter malgré l'efficacité immédiate et le pragmatisme décisionnaire et/ou gestionnaire.

LPP 267 – Démocratie citoyenne

Je, tu, il ou elle AMUSE est la feuille de route évolutionnaire de la démocratie citoyenne. Une feuille de route qui repose sur la nécessité permanente d'ingénierie, voire de réingénierie sociétale, en utilisant cinq clés majeures dont l'union (AMUSE) produit obligatoirement du positif et de l'efficacité : l'Autrement, le Meilleur, l'Utile, la Synthèse, l'Essentiel. Avec AMUSE tout devient perfectible à tout moment et en tout domaine en termes d'amélioration, de qualification, d'adaptation. Il convient pour cela de respecter la condition *sine qua non* de ne jamais s'arrêter en cours de chemin en entretenant le rythme et la nécessité du changement évolutionnaire. AMUSE est aussi la parfaite contre-mesure, l'antidote permanent, face à toute position traditionaliste, conservatrice, conformiste, rente de situation ou habitude figeant la réalité.

LPP 268 – Démocratie citoyenne

Les tropismes de la démocratie sont destinés à être façonnés et architecturés selon la forme souhaitée. Les tropismes démocratiques sont des tendances normales et naturelles favorisant la qualification ascendante des comportements individuels, citoyens et collectifs, en groupe et en société. Il est observable que plus un individu jeune ou adulte moralement sain est traité avec respect, considération, humanité, précision et clarté dans ses domaines d'activité, dans l'éducation, la formation et l'information reçues, plus il développe une confiance et une assurance en lui et, consécutivement, une intelligence relationnelle envers autrui. En cela, les tropismes démocratiques appliqués à l'avancée citoyenne nécessitent une orientation foncièrement positive des pulsions, besoins, attitudes et comportements, en plaçant ceux-ci dans un environnement bienveillant, non agressif, non négatif et non contraignant. Ces tropismes contribuent parallèlement à façonner une demande motivée d'intégration, de

relationnel, d'affection, de participation, d'apprentissage..., de nature à favoriser et à maintenir l'équilibre interne, la satisfaction et le bien-être, aussi bien dans le cadre du fonctionnement endogène de l'humain que dans la dimension exogène de son environnement social. C'est donc un principe fondateur de démocratie, notamment citoyenne, que d'ouvrir les esprits, d'épanouir les personnalités, de qualifier les comportements et de positiver les mentalités, de façon à favoriser tout naturellement un rapport d'intelligence relationnelle entre les individus eux-mêmes, ainsi qu'avec les institutions et les organisations en place. Cette hausse de la condition humaine et citoyenne ne doit pas être limitée ni bridée du fait de normes et de règles imposées mais reposer, avant tout, sur l'élévation conscientielle, la plus haute maîtrise du risque et l'autodiscipline. Il faut donc combattre sans réserve tout ce qui annule, courbe, réduit, détourne vers le négatif ou la médiocrité ces tropismes, dès lors que cela provient directement et indirectement de la gouvernance et du fonctionnement endogènes des systèmes en place.

LPP 269 – Démocratie citoyenne

Il ne peut y avoir de bonne démocratie sans satisfaction suffisante des besoins dominants. La notion de satisfaction naturelle des besoins humains est l'une des clés majeures de la démarche appliquée en démocratie citoyenne. En effet, plus les individus bénéficient d'une satisfaction suffisante dans leurs besoins dominants, plus ils sont assagis, épanouis et bien dans leur peau. Sans constance dans la satisfaction, il ne peut y avoir de motivation ni d'engagement qualitatif et durable chez la plupart des individus. Si le recours à certains principes conservateurs habituels (autorité, hiérarchie, récompense, sanction, normalisation, devoir, loi, procédure, compétition, calcul, influence, dureté, moralisation, culpabilisation, élitisme...) peut se justifier auprès des populations les plus fragiles mentalement et déviantes au niveau comportemental, elles deviennent anti-productives et entropiques pour tous les autres. On ne peut qualifier et satisfaire pleinement un besoin dominant par la contrainte et l'orientation dirigée, seulement le contenir. À tout moment, l'insatisfaction qu'elle soit de nature politique, civique, psychique, anatomique, psychosociale, économique, relationnelle, affective, sexuelle ou autre, produit la plupart des maux connus sur Terre. Il est donc inconcevable d'un point de vue humaniste, voire hautement irresponsable d'un point de vue sociétal, d'encourager délibérément l'insatisfaction humaine et citoyenne en toute forme de gouvernance. Tout ce qui favorise et alimente la production source des déviations naturelles, afin de mieux justifier ensuite la nécessité de recours à des méthodes coercitives, est condamnable et suppose une forte résistance citoyenne. C'est la raison pour laquelle la démocratie citoyenne doit essayer d'éradiquer avec détermination la plupart des sources et causes patentes d'insatisfaction provenant de la sphère sociale, éducative, culturelle, économique, politique, publique, familiale. C'est en agissant sur la permanence de satisfaction des besoins dominants que l'on régule et qualifie le mieux dans la durée les comportements humains et animaux. C'est l'unique voie à suivre en toute bonne démocratie.

LPP 270 – Démocratie citoyenne

La contestation positive fait partie des gènes de la démocratie. En toute occasion, chaque citoyen doit avoir la possibilité de donner son avis et/ou de réagir face aux excès jugés antidémocratiques, nuisibles, toxiques, provenant de la gouvernance, des institutions, des fonctionnaires, des serveurs du système. La contestation citoyenne doit pouvoir s'exercer selon sept niveaux d'intensité :

Niveau + : motivation/implication/satisfaction ;

Niveau 0 : acceptation passive, suivisme, indifférence, docilité ;

Niveau 1 : indignation, manifestation, débat pacifique ;

Niveau 2 : désobéissance, résistance de principe, contre-mesure ;

Niveau 3 : résistance active, affrontement direct, climat révolutionnaire ;

Niveau 4 : engagement armé, guérilla, terrorisme ;

Niveau 5 : guerre, destruction massive, autodestruction.

C'est à partir du niveau 2 que les insuffisances démocratiques en vigueur prouvent leur non-efficacité et à partir du niveau 3 qu'il faut absolument les changer sachant que cela conduit inévitablement vers l'entropie des niveaux 4 et 5 à un moment ou à un autre.

LPP 271 – Démocratie citoyenne

Démocratie positive contre démocratie négative doit être le combat de tous. La polarité en démocratie résulte du comportement du plus grand nombre. Chaque citoyen doit avoir la possibilité de garder la main sur son environnement direct en évitant d'être forcé ou contraint, d'être obligé de faire, d'être suiveur non volontaire, d'être otage des usages. Le principe du pot de fer contre le pot de terre est un reliquat négatif de la non-démocratie qui ne doit jamais pouvoir s'appliquer dans un quelconque domaine collectif. Le rapport équilibré de type adulte/adulte, gagnant-gagnant ou donnant-donnant, doit être privilégié surtout si chacun est affirmé et dominant dans son genre considérant alors que + et + = +. Lorsque le système est - et le citoyen + le résultat final est toujours négatif, idem pour l'inverse. À la limite, c'est lorsque le système est *out* (-) et que le citoyen s'oppose dans l'adversité (-) qu'il est possible d'envisager une renaissance positive selon le principe que - par - = +.

LPP 272 – Démocratie citoyenne

La démocratie est un combat permanent de l'esprit et de l'engagement affirmé. La démocratie s'éteint, s'atténue ou s'arrête de fonctionner à partir du moment où la systématisation, l'administration et la technocratie s'activent de manière dominante dans la vie de tous. Aussi, face aux multiples adversités que subit dans sa vie tout citoyen lambda, il est recommandé de mettre en place, à chaque fois, des réponses animées de réciprocité et/ou de courage telles que :

- . Ne pas hésiter à faire soi-même les premiers pas afin de faire bouger les lignes et avancer les choses ;
- . Faire valoir ses droits légitimes, si jugés positifs, avant de se cacher derrière la loi ou la règle communes ;
- . Éviter toute forme de mensonge, mauvaise foi, dénigrement, délation, manipulation, de nature à ruiner sa crédibilité et/ou à espérer sauver provisoirement son image ;
- . Utiliser toute forme de réciprocité en avertissant d'abord puis en n'hésitant pas à combattre et à s'opposer de la même manière que l'adversaire ;
- . Éviter de trop s'exposer si l'autre en face ne s'expose pas et/ou en tire avantage mais s'exposer avec courage dans tous les autres cas ;
- . Éviter d'être trop honnête si l'autre en face n'est pas transparent, l'utilise à son avantage ou abuse d'un pouvoir discrétionnaire mais être parfaitement honnête, ou à l'identique de l'autre, dès lors que tout le monde joue le jeu ;
- . Éviter d'intervenir sur le terrain de l'autre en privilégiant davantage le terrain neutre dans la relation ou un référentiel commun dans l'échange ;
- . Disposer d'atouts, compétences et moyens équivalents dans la relation ou le rapport, voire même supérieurs sans forcément devoir les utiliser ;
- . Dans tout rapport avec les institutions publiques et l'administration en général concentrer son action de manière précise et nominative sur un responsable ou un leader « cible », en évitant surtout de généraliser aux autres membres de l'entité concernée afin d'isoler l'individu en interne et externe ;
- . Agir uniquement sur les erreurs et/ou les points faibles constatés en n'abordant que les faits et rien que les faits de manière objective ;
- . Développer au maximum le renseignement ainsi que ses propres capacités physiques et mentales, ses connaissances, son savoir-faire, ses expériences, ses apprentissages, afin de favoriser en soi une cohérence globale par la maîtrise du risque et non par la conduite prudentielle qui évite le risque et l'affrontement direct par peur, doute ou manque de confiance en soi, mais qui crée aussi les conditions d'une vulnérabilité bien plus grande à terme.

Il est évident que les bienfaits de l'implication courageuse et/ou de la résistance citoyenne face au système sont nombreux en termes d'effets induits et de finalité, même au risque de perdre les premières batailles. C'est dans l'échec relatif, l'effort consenti et le retard subi que s'inscrivent les plus grandes leçons de vie. La réussite durable ne peut venir que de la détermination, de la dignité, du respect de soi et d'autrui, de la conscience intime, de l'affranchissement de la peur, de l'affirmation de soi et de ses idées, d'un comportement adulte, d'une contribution solidaire, d'un engagement offensif et du courage dans le passage à l'acte.

LPP 273 – Démocratie citoyenne

La perversion de la démocratie est dans son appropriation à des fins personnelles. Tout ce qui protège la rente de situation, les privilèges des mandats électifs, le pouvoir des élus et des gouvernants, contre l'avis majoritaire des citoyens concernés est jugé illégitime et contre-démocratique. Cela suppose que les responsables invoqués soient démis, jugés et/ou condamnés. En démocratie, bien au-delà des faits et des preuves à charge, ce sont également les intentions qui comptent dans la spontanéité et la transparence ou l'ombre et le calcul. Tout ce qui est clairement dit avec sincérité ou réalisé avec légitimité bénéficie d'une large tolérance avec l'application du principe 1/2R. Tout ce qui est caché, manipulé, tordu ou mensonger, suppose le contraire en multipliant par deux la sanction normalement prévue.

LPP 274 – Démocratie citoyenne

La démocratie ne s'accompagne pas de méritocratie mais d'effort, de courage et d'engagement loyal. Il ne peut y avoir de justice ni d'équité en démocratie citoyenne sans esprit de responsabilité de la part de chaque citoyen. Dès lors tout individu qui ment sciemment, utilise la mauvaise foi, manipule le raisonnement, utilise son entourage pour ses propres intérêts, ou encore suit aveuglément la lettre de la règle au détriment de l'évidence, fait preuve de non-discernement et/ou de malhonnêteté intellectuelle. Il est alors considéré, même en dehors de faits déviants ou criminels, comme non crédible et indigne de confiance. Il n'est pas représentatif du citoyen sain et affirmé et ne peut revendiquer de parler ni d'agir au nom de la démocratie citoyenne.

LPP 275 – Démocratie citoyenne

Le véritable esprit de démocratie repose sur sept piliers majeurs. Il s'agit d'entretenir une chaîne d'interactions qualitatives entre l'individu, le citoyen, l'institution et la nation, afin de donner de la force et de la puissance à l'esprit de démocratie. En marge des activités normales et alimentaires de la vie quotidienne, les obligations imposées aux citoyens qui souhaitent se prévaloir de l'esprit de démocratie reposent sur une recherche d'efficacité permanente dans sept fondamentaux devant animer les conditions humaine, citoyenne et sociétale : affirmation de soi/assertivité ; satisfaction des besoins dominants ; plénitude du cerveau humain/déformatage ; citoyenneté engagée/contribution ; nettoyage/toilettage des contraintes inutiles ou obsolètes ; offre politique/économie/social positivée ; cadre sociétal à finalité avancée/vision à long terme.

LPP 276 – Démocratie citoyenne

La première des responsabilités en démocratie est de pouvoir l'assumer soi-même sans délégation à autrui. Déléguer la conduite de la démocratie en accusant ou en critiquant ensuite relève de l'infantilisme et de la mauvaise foi. Afin d'éviter la déresponsabilisation individuelle, la dispersion des intentions, la personnalisation des actions menées, le véritable démocrate refuse de laisser à l'élu le soin de le représenter dans un quitus permanent. Au contraire, l'esprit de démocratie nécessite que chacun en devienne personnellement dépositaire sans jamais déléguer ce devoir sur autrui ni sur les institutions. C'est la raison première pour laquelle chaque citoyen est important, doit être protégé, respecté et valorisé. Dans les moments

décisifs, il doit toujours se placer largement devant l'élu qui lui-même, en tant que mandaté, essaie ensuite tant bien que mal de se placer dans son parti, face au système et/ou devant ses propres concurrents, créant ainsi une forte dispersion entre les nuances citoyennes de l'attente initiale et le rendu politique final.

LPP 277 – Démocratie citoyenne

La démocratie est le contraire de l'égoïsme et de l'individualisme. L'esprit de démocratie impose que tout citoyen accepte les efforts nécessaires demandés à condition que ceux-ci soient à finalité utile, constructive et positive pour les autres. Dans ce cadre, l'effort consenti au travail, dans l'engagement, dans le projet ou l'objectif à atteindre, est le meilleur moyen d'évoluer en soi-même par l'équilibre que procure l'appartenance à une dynamique commune. En retour, le système récompense l'effort en permettant à chacun de librement agir, décider, penser et s'exprimer dans une totale liberté d'existence. C'est par des actions motivées en faveur d'autrui que l'Homme se libère de ses propres égoïsmes. Il devient alors plus mature, plus épanoui, plus abouti et ce, d'autant plus, qu'autrui agit en retour de la même manière. À l'inverse, tout ce qui ressort de l'égoïsme, du chacun pour soi, de la concurrence et de l'obligation d'agir dans un cadre imposé, rétrécit la portée de ce qui est entrepris et réalisé. Si l'effort nécessite des pauses régulières, la marche arrière ne doit pas pour autant exister. En cas de non-motivation, de rejet ou de critique de ce qui est fait ou proposé malgré l'effort consenti, rien ne doit entraîner le retour en arrière ou l'arrêt car cela signe un triple échec. Celui de la perte de temps, celui de la perte d'énergie ou de moyens mobilisés, celui de la perte d'autres opportunités. Mieux vaut alors rebondir sur l'existant car c'est toujours le mouvement en avant ou sur le côté qui crée l'équilibre, alors que la stagnation et le retour en arrière apportent à l'évidence la promesse de dysfonctionnements certains.

LPP 278 – Démocratie citoyenne

L'effort pratiqué, les obstacles rencontrés, la pression ressentie, la difficulté vécue, sont toujours « relativisables » selon les individus et les situations vécues. La pédagogie de l'effort apprend que la constance et la détermination face aux contraintes et/ou obligations imposées renforcent peu à peu la résistance, rendent plus facile et/ou plus simple ce qui paraissait auparavant difficile ou insurmontable mais aussi apprennent à se défendre, à s'armer contre l'adversité et à dominer les situations. L'effort alimenté par la compétence produit de la maîtrise et réduit le risque à condition de s'impliquer pleinement dans dix postures sources :

- 1.** S'affirmer pleinement de manière propre et maîtrisée sans crainte de l'avis ou du regard des autres en luttant contre toutes les formes d'inhibitions, peurs et adversités psychologiques en soi ;
- 2.** Être constamment vigilant à 360° y compris auprès de ses proches en se considérant en état d'alerte permanent contre toute forme d'action contraire ou parasite ;
- 3.** Faire ce que l'on croit juste, bon pour soi et/ou pour les autres, en faisant d'abord confiance à son intuition et à son intime conviction avant d'en venir au raisonnement, en sachant ensuite être étanche aux avis louangeurs ou négatifs de son entourage ;
- 4.** S'informer et être renseigné par avance le plus complètement possible afin d'éviter toute forme d'erreur de décision ou d'influence ;
- 5.** S'obliger à exposer ses points de vue, s'exprimer, critiquer, afin d'éviter d'être exclu, dominé ou simplement de rester suiveur ;
- 6.** Ne pas craindre de s'indigner, se rebeller, résister, s'opposer pour défendre ses droits et libertés légitimes ;
- 7.** Prendre des initiatives et des décisions en pratiquant la proactivité, l'engagement et le passage à l'acte ;
- 8.** S'imposer un ensemble de valeurs positives dans l'action, le comportement, l'engagement, la parole donnée ;

9. Apprendre à dépasser la partie visible, éviter de tomber dans les pièges, rebondir sur ses erreurs, afin de trouver progressivement la voie de la réussite en soi ;

10. Prendre de la hauteur, du discernement, de la maturité et de l'indépendance d'esprit par une élévation conscientielle fondée sur la qualité du savoir, la diversité des expériences, l'intensité et l'adéquation du vécu sensoriel, émotionnel, affectif.

LPP 279 – Démocratie citoyenne

Associer les contraires est la base de toute avancée démocratique. Le modèle sociétal évolutionnaire que représente la démocratie citoyenne ne peut exister ni perdurer sans conjuguer simultanément deux axes opposés : un continuum qualitatif dans les libertés d'existence, de choix, d'action, de pensée et d'expression ; une réduction importante des contraintes liberticides, normatives et administratives provenant du système, des institutions et des organisations en place. Il est clair qu'il ne peut y avoir de base stable et durable en démocratie citoyenne sans un combat permanent contre soi-même, les inerties conservatrices, les contraintes normatives, les pesanteurs administratives et contre toute forme de systématisation. L'issue devient forcément favorable pour le citoyen lorsque celui-ci acquiert une meilleure autonomie individuelle fondée sur le libre arbitre, la haute conscientisation, le recours à la légitimité, l'exercice de l'équité, la pratique courante de la réciprocité. À cette plate-forme initiale doit se coupler au quotidien l'intelligence relationnelle, le discernement, la maîtrise du risque, l'autodiscipline et naturellement l'affirmation de soi. Autant de conditions qui permettent de réduire les freins à l'avancement et de tendre conjointement vers une qualification croissante de la pratique démocratique propice à une plus grande efficacité et sérénité citoyenne.

LPP 280 – Démocratie citoyenne

L'humanisme est au centre de la démocratie, tout le reste gravite autour. Atteindre l'humanisme dans le comportement collectif, c'est atteindre le sens profond de la démocratie. Tout ce qui s'éloigne de ce centre, s'éloigne de l'esprit de démocratie. Dans le monde du III^e millénaire, obligation est donnée à tous les hommes et femmes d'honneur et de qualité de protéger, développer, qualifier sans relâche leur humanité et leur exemplarité. Toute force ou contrainte provenant du système en place qui tend à contrarier et freiner délibérément ces évidences citoyennes doit être considéré comme un crime de lèse-démocratie. Dès lors, à l'échelle de l'histoire bien plus que du monde contemporain, tout régime politique, toute gouvernance, toute gestion administrative, toute pratique sécuritaire, toute culture et morale, tout système d'information, toute éducation et tout apprentissage, toute dominance économique, qui ne respecte pas les préceptes fondateurs de la démocratie citoyenne relève d'un déni de démocratie. Aucune fonction ni responsabilité ne saurait être exempte de cette obligation. Tout ce qui porte objectivement atteinte aux droits des citoyens et/ou au respect de la dignité humaine doit être combattu au nom de l'humanisme démocratique. L'action citoyenne doit s'organiser et résister de manière réciproque et proportionnelle, tout en créant un devoir de mémoire pour condamner et punir les responsables, même bien plus tard, mais aussi pour honorer les justes et les héros de l'ombre agissant dans l'anonymat, la modestie et la solidarité citoyenne. En cela, l'histoire à venir doit éviter d'entretenir des mythes fallacieux, des légendes trompeuses ou encore la valorisation d'une élite ayant participé au destin maltraité des populations et/ou à la brillante médiocrité des nations.

Autres Extraits téléchargeables sur www.bookiner.com
avec nombre de LPP

Préface - Préambule - Critique de l'existant
Avenir (26)
Besoin dominant (37)
Changement (48)
Citoyen du monde (24)
Compétence (51)
Comportement avisé (31)
Conscientisation (16)
Démocratie citoyenne (47)
Destin des hommes et des sociétés (31)
Domination économique (23)
Évidences & Bon sens (22)
Information médiatique (27)
Liberté humaine (21)
Loi & Légalité (39)
Médiocratie (18)
Mentalité dominante (15)
Ordre croissant (10)
Phénoménologie sociétale (16)
Pouvoir & Contre-pouvoir (16)
Progrès démocratique & Passage à l'acte (21)
Réciprocité (10)
Systemisation (41)
Universalité (35)
Vérité (41)
Conclusion